



NICARAGUA



D 2257 • Ni9
16-30 novembre 1998

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Aide humanitaire
Politique économique
Solidarité

LA POLITISATION D'UN DÉSASTRE

Les dégâts considérables provoqués par l'ouragan Mitch en Amérique centrale ont suscité simultanément une immense détresse et de nombreux actes de solidarité. Le Nicaragua a été particulièrement touché. Nous publions ci-dessous deux textes, une lettre en date du 13 novembre de Fernando Cardenal actuelle-

ment à l'Université centraméricaine de Managua et l'extrait d'une déclaration en date du 5 novembre de la Commission inter-congrégations Justice, paix et écologie du Nicaragua. Ces deux textes dénoncent rigoureusement la politisation des secours à laquelle se livre le gouvernement d'Alemán.

Une lettre de Fernando Cardenal

Chers et fidèles amis de cette Amérique centrale bien aimée et de ce Nicaragua meurtri, il se peut que beaucoup d'entre vous pensent que nous roulons enfin et trébuchons sur l'aide "multimillionnaire" qui est arrivée au Nicaragua et que déjà toutes les personnes affectées par l'ouragan Mitch sont secourues, qu'il y a des médecins et des médicaments de partout, que les populations sinistrées sont relogées sur de nouveaux sites, que les maisons à demi détruites sont en train d'être reconstruites, que l'on cherche déjà comment réactiver les petites économies domestiques pour que les personnes atteintes puissent s'en sortir ... Et la vérité est que même moi, qui vois les nouvelles chaque jour, lis les journaux, regarde les images d'avions débarquant de la nourriture, des médicaments... des hélicoptères donnés ou prêtés par je ne sais combien de pays et qui arrivent au Nicaragua, des apports de millions de dollars, pesetas, francs fran-

çais ou suisses, yens japonais, "euros" ..., même moi, je devrais être convaincu que nous sommes déjà sauvés et que nous nous en sortons. Mais, la réalité, c'est NON. Il n'en est pas ainsi.

Je suis rentré hier de Matagalpa, une des zones reconnues prioritaires par le Comité national d'urgence, et je puis vous assurer que je ne vis sur la route, ni à l'aller ni au retour, un seul camion d'aide humanitaire se dirigeant là bas, ni entendu le rugissement d'un seul hélicoptère, ni à l'aller ni au retour, ni pendant mon séjour de deux jours là-bas... À Matagalpa, je me suis rendu à un des refuges où il y avait plus de trois cents personnes sinistrées et l'unique soutien dont elles disposaient provenait de quelques ONG. Dans les communautés de San Ramón, où nous sommes aussi arrivés avec un camion plein de vivres, on nous a dit que c'était la première aide qui arrivait. Mes collègues de diverses institutions non gouvernementales tant

nationales qu'internationales regardèrent avec stupeur, indignation, ras-le-bol, colère, saturation..., le même spectacle des communautés, des villages dans les refuges... où les ONG répartissaient le peu d'aide que nous avions en main en comparaison de l'aide officielle multimillionnaire. Comme je vous l'ai déjà dit, l'Église catholique a été désignée par le gouvernement pour canaliser l'aide officielle, mais l'évêque même de Matagalpa se plaignait à quelques ONG de ce qu'il n'avait en stock que ce que le gouvernement lui avait remis, à savoir la quantité infime et ridicule de soixante quintaux de haricots, soixante quintaux de riz, soixante quintaux de sucre et un peu d'autres choses en plus. Où est l'aide millionnaire du gouvernement espagnol et des autres gouvernement ? Je ne l'ai pas vue. Et vous ? L'ambassade d'Espagne informait récemment qu'elle répartissait l'aide à travers les canaux du gouvernement du Nicaragua. Serait-ce

SOMMAIRE

> **NICARAGUA** : La politisation d'un désastre (1-2)

> **GUATEMALA** : Qui a tué Mgr Gerardi ? (5-6)

> **CHILI** : Pinochet (3-4)

> **VENEZUELA** : L'expérience du café, du Venezuela jusqu'en Europe (7-9)

que celui-ci attendrait Noël pour le remettre au milieu des lumières de cou- leurs et des arbres de Noël... ?

Ne riez pas de cette histoire de Noël. Hier, la mairie de Managua a installé dans certains rues commerciales de Managua les premières décorations lumineuses de Noël. C'est le commen- cement des premières annonces com- commerciales incitant la population à passer une heureuse fête de Noël... et à consommer tout ce qu'elle peut pour cela. En viendront-ils à souhaiter une heureuse fête de la Nativité aux réfugiés et aux communautés sinistrées ? Leur audace ira-t-elle jusque là ? Leur effron- terie ? Leur mépris pour tant des familles qui restent sans rien et qui se demandent où est tout ce dont on leur a dit que c'était pour eux ?... Peut-être, n'iront-ils pas aussi loin, ils sont un peu plus subtils, nous le savons, mais ils ont déjà mis une affiche invisible dans tous

les commerces, boutiques ou supermar- chés du Nicaragua, qui dit : "Accès réservé : pauvres et sinistrés non admis." Si on se souvient des nouvelles récentes, on parlait de la peur des patrons devant l'éventualité que le pré- sident décrète l'état d'urgence (bulletin du 8/11/98 : "le cardinal Obando m'a dit en aparté qu'il était très ennuyé parce que le gouvernement ne décrétait pas l'état d'urgence et il m'a dit qu'il savait que quelques fonctionnaires, entrepreneurs et banquiers ont fait pres- sion sur Alemán pour qu'il ne le fasse pas parce qu'ils avaient peur de faire faillite, que les ventes s'écroulent pour la fête de Noël, qu'en plus ne soit mise en péril l'application de l'ESAF¹ et il les a écoutés".)

Mes amis, je crois que face à une telle

1. Accord d'ajustement structurel établi entre le gouvernement et le Fond monétaire international (FMI) (NdT).

situation, il ne nous reste plus qu'à EXI- GER des gouvernements de chaque pays donateur qu'ils vérifient l'aide pro- mise ; nous ne pouvons pas permettre à un seul gouvernement qu'il se contente de "faire la photo en remettant le chèque", pour montrer qu'il est solidai- re. Si l'aide n'atteint pas ses destina- taires, il y va de la responsabilité des gouvernements qui donnent. C'est eux- mêmes qui ont choisi les circuits pour remettre l'aide, et chaque citoyen doit exiger de son gouvernement qu'il assu- me sa responsabilité. Si l'aide ne par- vient pas à ses destinataires, la photo ne sert à rien. Et si l'aide ne parvient pas à ces destinataires, nous condamnons ce peuple à plus de misère, de faim et de souffrances.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Une déclaration de la Commission inter-congrégations "Justice, paix et écologie"

(...)

Les conséquences sont trop graves en raison de l'absence d'orientation, de l'indifférence, et de l'inorganisation de la part du gouvernement, pour que puisse être affrontée correctement cette situation. Le désir de "patronner" la solidarité, l'intérêt de la banque privée, les investissements nationaux et étranges et les pressions de la Banque mondiale font en sorte que les intérêts éco- nomiques l'emportent sur la vie des personnes et la dignité du peuple. On veut renforcer le rôle du gouvernement et de l'entreprise privée pour gérer et centraliser les ressources susceptibles d'arriver au pays pour sa reconstruc- tion. Ces actions nous rappellent la même politique qui a été suivie à Managua après le tremblement de terre de 1972.

On veut empêcher la participation créa- tive de la société civile et spécialement des ONG qui n'ont pas été respectées, qui ont été mises en marge de l'organi- sation nationale, et qui ont même été accusées de manque d'honnêteté dans le maniement de leurs fonds. Il nous est douloureux de constater, au milieu du désastre, la politisation et la manipula-

tion que les dirigeants politiques font des besoins de la population.

Nous sommes préoccupés par l'inter- prétation et le mépris des lois qui per- mettaient de déclarer l'état d'urgence. On a seulement mis en relief les points relatifs à la privation des libertés que toutefois le gouvernement ne se verrait pas contraint d'appliquer dans cette situation. La déclaration de l'état d'ur- gence favoriserait l'arrivée des res- sources tant humaines que matérielles et pourrait développer les services à rendre aux sinistrés.

Nous sommes également préoccupés par l'usage fait des symboles religieux et nationaux pour gagner la sympathie du peuple et pour cacher par des actions souvent populistes la réalité et les causes des vrais problèmes qui vit le pays en empêchant ainsi une participa- tion consciente et créative.

Ces attitudes centralisatrices et autori- taires ne favorisent pas le processus dynamique de participation de la société civile et met en danger les valeurs de la démocratie.

À l'opposé, comme en d'autres occa- sions, nous avons vu se manifester la solidarité du peuple avec le peuple, qui

a conduit plusieurs fois à des actions héroïques pour secourir les autres. Et nous apprécions la participation pré- cieuse de l'armée, la police, les pom- piers, les moyens de communication, dans les actions de secours et l'appel fait à la population pour apporter son soutien et rester unie. (...)

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Plusieurs organisations recueillent des fonds de solidarité pour l'Amérique cen- trale. Nous signalons, parmi bien d'autres, un canal "sûr", utilisant les ser- vices de notre abonné Pierre Boulang qui a vécu 30 ans au Nicaragua et qui sera géré sur place par la COFER prési- dée par notre correspondant Rafael Aragon, op.

Titulaire du compte : M. Bernard Boulang - Solidarité Amérique centrale - 1 rue de la Bucaille - 50500 Sainteny.

Numéro de compte : 15489 04701 00094414940 77FRF

Domiciliation : Crédit mutuel Carentan - 17 rue Sébine - 50500 Carentan